

Extraits documentaires V30

DT-18 · Pages physiques 25, 136

Ces reproductions donnent accès aux pièces du dossier maître déjà utilisé pour le livre. Leur vocabulaire et leurs couches de travail sont conservés. Le dossier lecteur qui les accompagne précise le scénario retenu et les corrections ultérieures.

Les expressions « validé » ou « verrouillé » du V30 désignent des choix internes au projet, pas une certification indépendante. Les tableaux historiques ne s'additionnent pas entre eux.

La référence éditoriale reste 120,228 Md€ de ressources pour 120,192 Md€ de coûts annuels à maturité. Les choix approuvés dans le livre prévalent sur les variantes antérieures.

Édition documentaire 01 — 27 octobre 2026

FRANCE 2040 — V30 — DOSSIER MAÎTRE CONSOLIDÉ

Consolidation économique, budgétaire et institutionnelle Septembre 2026

Référence économique : architecture France 2040 consolidée, incluant le calibrage du travail, la réforme des retraites et la discipline comptable du dossier maître.

Cette section constitue la référence consolidée. Elle sépare strictement ressources structurelles, coûts permanents, transitions, transferts neutres et effets macroéconomiques. Les effets de croissance, d'emploi ou de consommation ne financent aucune mesure ex ante.

1. Décisions désormais verrouillées

Bloc	Décision consolidée
Référence économique	Architecture économique consolidée
Choc travail privé	92,166 Md€/an à maturité
Répartition du choc travail	44,872 Md€ de gains salariés ; 47,293 Md€ de baisse de coût employeur
Courbe salariale	gains jusqu'à 5 000 € net/mois ; maximum d'environ 450 €/mois vers 3 000 € ; environ 200 €/mois vers 5 000 €
Au-dessus de 5 000 €	pas de hausse obligatoire ; priorité à la baisse du coût employeur
SMIC cible de simulation	2 100 € brut / 1 800 € net avant IR
Temps de travail	40 h 30 hebdomadaires et 6 semaines de congés payés
Revalorisation publique	15,738 Md€/an, calibrée sur la courbe salariale consolidée
Retraites	Coût central à maturité 12,288 Md€/an ; stress défavorable 23,472 ; favorable +6,248
TVA cible	2,1 % santé ; 6 % alimentation/première nécessité ; 6 % énergie et carburants ; 10 % restauration/transports ; 21 % normal
TVA et droit européen	hypothèse de scénario : adaptations/autorisations européennes nécessaires obtenues
Macro	0 € de financement ex ante

2. Coût structurel du coeur de réforme

Coût	Md€/an	Confiance	Traitement
Choc travail privé	92,166	A/B	Calibrage salarial consolidé
Revalorisation publique	15,738	B	microsimulation par versant
Retraite - scénario	12,288	B/C	Provision centrale

FRANCE 2040 — MISE À JOUR CONSOLIDÉE

Le compte de résultat du New Deal

Financement statique, dividende macroéconomique et reconquête extérieure

STATUT : cette mise à jour complète le dossier maître. Elle ne modifie aucun bloc antérieurement verrouillé. Pour les projections macroéconomiques, commerciales, de déficit et de dette, les tableaux ci-dessous constituent le cadre consolidé de référence.

1. LE PRINCIPE : DEUX COMPTES STRICTEMENT SÉPARÉS

France 2040 distingue le financement structurel de la réforme de ses effets macroéconomiques futurs. Aucun gain de croissance, d'emploi, de TVA, de commerce extérieur ou de baisse des intérêts n'est utilisé pour boucler le financement initial.

Compte	Montant annuel	Traitement
Coût structurel du programme	120,192 Md€	Financé avant effets macroéconomiques
Ressources structurelles consolidées	120,228 Md€	Ressources retenues
Solde statique	+0,036 Md€	Équilibre au jour 1
Dividende macroéconomique	Séparé	Rendement ex post, jamais utilisé pour boucler le compte 1

Règle de lecture : toute cotisation supprimée est rendue à son payeur et n'est pas transformée artificiellement en économie budgétaire. Les gains dynamiques restent séparés des économies structurelles.

2. MESURE COMPLÉMENTAIRE — ACCÈS AUX PRESTATIONS NON CONTRIBUTIVES

Le scénario consolidé retient une convergence inspirée du modèle danois pour les nouveaux résidents étrangers, sous réserve du droit de l'Union européenne et des engagements internationaux : durée de résidence et historique d'activité renforcés pour l'accès au régime normal des prestations non contributives. Les prestations contributives demeurent des droits acquis par cotisation.

Élément	Traitement France 2040
Rendement central provisionné	0,850 Md€/an
RSA	Hors rendement additionnel : économie de 2,500 Md€/an déjà comptabilisée ailleurs
AAH	Exclue du chiffrage
Statut du 0,850 Md€	Estimation centrale à confirmer par microsimulation INES/CNAF